

IMPUNITÉ: MALADIE HONTEUSE DU "NOUVEL ORDRE MONDIAL"

JAC FORTON

**20 ans de résistance
et de lutte contre**

L'IMPUNITÉ AU CHILI 1973-1993



Suivi de:

Paroles pour oublier l'oubli
d'Eduardo GALEANO

**Centre Europe-
Tiers Monde**

CETIM

Paroles pour oublier l'oubli

d'Eduardo Galeano *

Les maîtres du monde et l'impunité

Ville de Goiania, Brésil, septembre 1987: deux récupérateurs de déchets trouvent un tube en métal abandonné dans un terrain vague, ils le cassent à coups de marteau, découvrent une pierre de lumière bleue. La pierre magique transpire de la lumière, bleuït à l'air libre et fait resplendir tout ce qu'elle touche.

Les deux hommes brisent la pierre ou bête de lumière et offrent les petits morceaux à leurs voisins. Celui qui s'en frotte la peau brille dans la nuit. Tout le quartier est une lampe. Les pauvres, subitement riches de lumière, sont à la fête.

Le lendemain, les deux récupérateurs vomissent. Ils ont mangé des mangues et des noix de coco: c'est sans doute pour cela. Mais tout le quartier vomit, et tous gonflent, et un feu intérieur leur brûle le corps.

* Texte publié dans le *Monde diplomatique* de juin 1993 et repris dans ce livre avec l'aimable autorisation de l'auteur et du journal.

Ouvrages de ce célèbre écrivain uruguayen parus en français: *Mémoire de feu*, Plon, 1985 * *La chanson que nous chantons*, Albin Michel, 1977 * *Les veines ouvertes de l'Amérique latine*, Plon, 1981; Presses-Pocket, 1992 * *Vagamundo*, Actes Sud, 1985 * *Les visages et les masques*, Plon, 1985 * *Jours et nuits d'amour et de guerre*, Albin Michel, 1987 * *Le siècle du vent*, Plon, 1988 * *Les naissances*, Plon, 1987 * *La découverte qui n'a pas eu lieu*, Messidor, 1992.

La lumière dévore et mutile et tue; et elle se dissémine, emportée par le vent et la pluie et les mouches et les oiseaux.

Ce fut la plus grande catastrophe nucléaire de l'histoire, après celle de Tchernobyl. Beaucoup en moururent, qui sait combien; d'autres, bien plus nombreux, sont restés fichus pour toujours. Dans ce quartier des faubourgs de Goiania, nul ne savait ce que signifie le mot radioactivité et nul n'avait jamais entendu parler de césium 137.

Aucun des responsables n'a été arrêté. La clinique qui avait jeté le tube de césium continue de fonctionner normalement. L'Amérique latine est la terre des impunités.

Tchernobyl résonne chaque jour aux oreilles du monde. De Goiania, on ne parle jamais. L'Amérique latine est une information condamnée à l'oubli. L'an dernier, Cuba a accueilli les enfants de Goiania, atteints de radioactivité et, depuis, les soigne gratuitement. Cette nouvelle non plus n'a pas mérité la moindre dépêche dans les grands médias, malgré le fait que les fabriques universelles d'opinion publique se préoccupent en permanence, on le sait, de Cuba.

Ville de Mexico, septembre 1965: la terre tremble. Mille maisons et immeubles s'effondrent en moins de trois minutes.

On ne sait pas, on ne saura jamais, combien de morts a provoqué cet instant d'horreur dans la ville la plus grande et la plus fragile du monde. Au début, quand commença la fouille des décombres, le gouvernement en compta cinq mille. Ensuite, silence. Les premiers cadavres récupérés, avant d'aller gésir dans des fosses communes, tapissaient tout un terrain de base-ball.

Les constructions anciennes résistèrent au tremblement de terre, les immeubles récents s'écrasèrent comme s'ils n'avaient pas de fondations; et, de fait, ils n'en avaient point; seulement sur les plans. Les années ont passé et les responsables demeurent impunis: les entrepreneurs qui dressèrent et vendirent de modernes châteaux de sable, les fonctionnaires qui autorisèrent la construction de gratte-ciel dans la zone la plus dangereuse de la ville, les ingénieurs qui modifièrent meurtrièrément les calculs des fondations et de la solidité, les inspecteurs qui s'enrichirent en fermant les yeux. Les décombres ont disparu, on a reconstruit où tout était détruit. Comme si de rien n'était.

Fin 1991, l'hebdomadaire *The Economist* et *The New York Times* ont publié un mémorandum interne de la Banque mondiale, signé de l'un de ses directeurs. L'économiste Laurence Summers, formé à Harvard, a reconnu en être l'auteur. Selon ce document, la Banque mondiale devrait encourager la délocalisation des industries polluantes vers les pays les moins développés pour trois raisons: la logique économique, qui recommande de verser les déchets toxiques dans les pays les plus pauvres; les bas niveaux de pollution des pays les moins peuplés; et le faible impact du cancer sur les gens qui meurent jeunes.

Quelques voix se sont élevées pour protester, parce que ces choses se font mais ne se disent pas, et la technocratie internationale mérite ce qu'elle gagne en cultivant les euphémismes; mais M. Laurence Summers n'est pas un poète surréaliste, c'est un auteur appartenant au brillant courant du réalisme capitaliste. Il est aussi désormais sous-secrétaire d'Etat au Trésor, chargé des affaires internationales dans l'administration Clinton. Il y a fort longtemps que le Sud sert de vide-ordures du Nord, décharge des saletés nucléaires et industrielles; et le mémorandum n'inventait rien.

Il en est de la pollution comme de l'usure. Il y a déjà seize siècles que saint Ambroise, père et docteur de l'Eglise, interdit l'usure entre chrétiens et l'autorisa contre les barbares. «*Là où existe le droit de guerre, déclara l'homme pieux, existe le droit d'usure.*» De nos jours, ce qui est mauvais pour le Nord est bon pour le Sud, en raison du droit de guerre de ceux qui prennent presque tout à ceux qui n'ont presque rien. Cette guerre non déclarée justifie n'importe quoi, au-delà des murailles de l'ordre et de la civilisation. Le royaume de l'impunité commence au sud des berges du Rio Grande, des rives de la Méditerranée et des sommets de l'Himalaya.

Attirées par des salaires nains et la liberté de polluer, plusieurs grandes entreprises américaines ont traversé la frontière du Mexique ces dernières années. La ville-frontière de Matamoros est l'un des lieux où les conséquences de ces délocalisations sautent aux yeux: l'eau potable est mille fois plus toxique qu'aux Etats-Unis. Selon une étude récente du Texas Center for Policy Studies, l'eau est six mille fois plus polluée dans les environs de l'usine *General Motors*; et elle atteint un

taux de toxicité cinquante mille fois plus élevé que la moyenne américaine là où verse ses déchets la *Stepan Chemical*.

Le physicien brésilien Ennio Candotti a fait remarquer que les pays les plus riches et puissants ne peuvent plus conserver leurs taux élevés de croissance sans exporter la dévastation sur les territoires des autres. Le Japon, par exemple, ne fabrique plus d'aluminium. L'aluminium se produit dans des pays comme le Brésil, où l'énergie est peu chère et où l'environnement souffre en silence. Si le prix de l'aluminium devait tenir compte du coût écologique, cette industrie malsaine n'aurait pas accès aux marchés internationaux.

La Colombie cultive des tulipes pour la Hollande et des roses pour l'Allemagne. Des entreprises néerlandaises envoient les bulbes des tulipes à la savane de Bogota; des entreprises allemandes envoient des plants de rosiers à Boyaca. Quand les fleurs ont poussé dans les immenses plantations, la Hollande reçoit les tulipes, l'Allemagne les roses et la Colombie garde ses bas salaires, sa terre blessée par les engrais, ses eaux usées et empoisonnées.

La sociologue colombienne Maria Cristina Salazar a fait une enquête sur les conséquences dévastatrices de ces jeux floraux à l'ère industrielle: la savane de Bogota est en train de s'assécher et de s'enfoncer; et les insecticides et les engrais chimiques, déversés à grande échelle, rendent malades les ouvrières et les terres de Boyaca.

Impunément, la *Bayer* et la *Dow Chemical* produisent et vendent en Amérique latine des fertilisants et des pesticides interdits en Allemagne et aux Etats-Unis. Impunément, Volkswagen et Ford produisent et vendent des automobiles sans les filtres devenus obligatoires en Allemagne et aux Etats-Unis. Plus de deux cents insecticides figurant sur la liste noire de l'Organisation mondiale de la santé sont régulièrement utilisés en Uruguay, l'un des pays au monde les plus atteints par le cancer. Les habitants de la ville de Mexico ont le taux de plomb le plus élevé dans le sang; le lait des femmes indigènes qui travaillent dans les plantations de la côte du Guatemala est le plus intoxiqué de la planète.

Telle est la «logique économique» qu'invoque le rapport de la Banque mondiale; c'est la «loi du profit», que le monde de notre temps a érigée en loi divine, et qui règne impunément. Au pied de son autel, on offre les sacrifices de la nature et de la dignité humaine.

Rien de neuf. Au bout de cinq siècles, le mépris pour la vie humaine est devenu une habitude. L'impunité se nourrit de fatalité. Nous avons été éduqués à croire que le malheur est la conséquence du destin, comme le type qui, pour obéir aux lois de la gravité, s'était jeté d'un dixième étage.

A l'instar de ces immeubles de Mexico qui se sont effondrés lors du tremblement de terre, la démocratie latino-américaine s'est vu dérober ses fondations. Seule la justice aurait pu lui fournir une solide base d'appui; mais, au lieu de justice, nous avons une amnésie obligatoire. Tous les pays latino-américains, après les dictatures militaires, et les années de sang, de crasse et de peur, ont jeté de l'eau bénite sur le front des bourreaux et des assassins. La plus récente loi d'oubli a été promulguée au Salvador en mars dernier. Et il n'est pas étonnant que ceux qui font l'éloge de l'impunité en Amérique latine applaudissent des deux mains aux procès instruits contre les coupables d'atteintes aux droits de l'homme en Europe de l'Est. Dans le sud du monde, le terrorisme d'Etat est un mal nécessaire.

Au cours des trente dernières années, le fossé qui sépare le Nord du Sud s'est creusé. Il faudra inventer un nouveau dictionnaire pour le siècle prochain. Ce qu'on appelle la «démocratie universelle» n'a pratiquement rien de démocratique, comme le prétendu socialisme réel n'avait pratiquement rien de socialiste. Jamais la distribution des pains et des poissons ne fut aussi antidémocratique: il y en a pour tous, mais peu en mangent, et les quatre cinquièmes de l'humanité doivent payer la facture du gaspillage des «élus». L'ordre des puissants, consacré par la société de consommation, transforme les faibles en otages dominés par la peur.

Nous vivons des temps de démantèlement de l'Etat en Amérique latine. L'heure de vérité: à chacun son dû et chaque chose à sa place. L'Etat ne mérite d'exister que pour payer la dette extérieure et garantir la paix sociale, ce qui signifie en clair: surveiller et punir. Pour éviter

que les invisibles ne deviennent visibles, il est nécessaire d'acheter des armes et de multiplier les gens en uniforme, tandis que sombrent les fonds publics destinés à l'éducation, à la santé, au logement, et que disparaissent les aides à l'achat de denrées de première nécessité.

Le système fabrique des pauvres et leur déclare la guerre. multiplie les désespérés et les détenus. Les prisons, succursales de l'enfer, ne parviennent pas à contenir tous les forcenés. L'année dernière, quelque cinquante révoltes ont éclaté dans les prisons latino-américaines bondées. Ces révoltes ont fait plus de neuf cents morts, presque tous des prisonniers, presque tous tués de sang-froid. Ceux qui ont rétabli l'ordre ont été félicités.

Parmi les morts, certains avaient commis des crimes qui sont des jeux d'enfants comparés aux exploits de plus d'un général décoré. La plupart étaient condamnés pour vol, péché risible comparé aux fraudes des marchands et des banquiers les plus opulents, ou aux commissions que perçoivent certains hommes politiques chaque fois qu'ils vendent un bout de leur pays. Et nombre d'entre eux étaient détenus par erreur ou à titre préventif...

Les maîtres du monde, en cette fin de siècle, ont porté à un niveau d'éblouissante perfection, jamais égalée dans l'histoire humaine, la technologie de l'information et de la mort. Jamais un si petit nombre n'est parvenu à manipuler ou à supprimer un si grand nombre. La dictature électronique garantit l'impunité de la dictature militaire que les puissances dominantes exercent à l'échelle universelle. Les actions les plus atroces pour humilier les gens et violer la nature ne sont que des manières de rétablir et de confirmer l'ordre universel menacé. A l'heure du sauve-qui-peut, la sélection naturelle favorise les plus aptes. Les plus aptes sont les plus forts, ceux qui possèdent le monopole des armes et de la télévision: les consommateurs de la société de consommation qui, impunément, dévorent la terre et, au ciel, trouent la couche d'ozone.

La guerre du Golfe a été un spectacle de télévision, le plus grand et le plus cher de l'histoire: un million de figurants, 1 milliard de dollars par jour. M. Saddam Hussein, qui était l'enfant gâté de l'Occident, était subitement devenu Hitler pour avoir envahi le Koweït et M. George Bush prit l'initiative du châtement au nom du monde:

«Le monde ne peut attendre.» Le super-show a provoqué la mort de milliers d'Irakiens, mais la télévision dissimula ces images désagréables.

Un an auparavant, M. Bush n'était pas devenu Hitler quand il avait envahi le Panama, et ne s'était pas châtié lui-même au nom du monde. Après tout, les Etats-Unis avaient déjà envahi le Panama une vingtaine de fois tout au long de ce siècle, et l'invasion n° 21 a été télévisée comme une chronique de mœurs.

Pour attraper l'infidèle Noriega, qui avait été son salarié à la CIA, M. Bush bombardait les quartiers les plus pauvres de la ville de Panama et, après les bombes, fit donner la plus importante armée mise sur pied depuis la guerre du Vietnam. Cent cadavres, compta la télévision. Cinq cents, reconnurent ensuite les chiffres officiels. Maintenant, on sait qu'ils furent des milliers.

Les troupes d'occupation fabriquèrent un président, M. Guillermo Endara, à la base américaine de Fort-Clayton. Trois années et demie après, ce personnage imprésentable, échappé d'une toile de Botero, demeure assis sur le trône de Panama.

Il y a quelques mois, M. Endara organisa un plébiscite. Trois citoyens sur quatre votèrent contre lui. Son illégitimité ne peut être plus criante; mais l'impunité ne gouvernerait point si elle n'était pas sourde.

L'écrivain américain Bud Flakoll dit que les journaux télévisés et les feuilletons se ressemblent de plus en plus. Le trafic de drogue, qui servit d'alibi à l'invasion du Panama, reste le prétexte à la mode pour violer la souveraineté de l'Amérique latine. Dans les journaux télévisés, comme dans les feuilletons, il y a les gentils et les méchants, les victimes et les bourreaux. La Colombie, par exemple, a souvent le rôle du méchant dans le film; et le marché consommateur, celui de la victime innocente.

Mais le commerce de la drogue, une industrie de la mort non moins vertueuse que l'industrie de l'armement, n'existerait pas s'il n'était pas stimulé par la prohibition, et si le marché ne lui donnait pas sa raison d'être. Les trafiquants sont les meilleurs élèves de l'école économique néolibérale: en intégrant mieux que quiconque les lois du marché, ils fournissent l'offre à la demande qui la sollicite. L'affaire la plus lucrative du monde est le résultat d'un mode de vie qui engendre

l'anxiété, la solitude et l'angoisse dans le vertige d'une concurrence sans pitié, où le succès des uns suppose l'échec du plus grand nombre.

En Colombie, il y a eu, l'an dernier, vingt-six mille assassinats et deux mille enlèvements. Les Colombiens seraient-ils violents par nature, des gens à la détente facile que des «violentologues» devraient étudier au microscope? Ou alors cette satanée violence serait-elle la fille du mépris et du désespoir? Pourquoi, lorsque l'économie croît, rapetisse-t-elle les gens? Les contradictions sociales, dans ce pays de riches richissimes et de pauvres pauvrissimes, sont plus explosives que les bombes qui éclatent quotidiennement à Medellin. De même que le trafic de drogue ne naît pas dans l'oreille d'une chèvre, la guérilla ne procède pas de la gueule du diable.

Un grand nombre de crimes sont l'oeuvre directe du terrorisme d'Etat, qui se nourrit de l'impunité officielle et du silence complice des médias dominants. Les organisations de défense des droits de l'homme viennent de publier une liste détaillée de deux cent cinquante chefs militaires et cent officiers de police responsables d'assassinats, «disparitions», massacres et tortures entre 1977 et 1991. A peine dix d'entre eux ont été sanctionnés. Les autres commandent.

Il n'est plus nécessaire que la fin justifie les moyens. Désormais les moyens de communication de masse, les médias, justifient les fins. L'injustice sociale se résume à une affaire de police. Les communautés d'individus ne constituent plus des peuples, mais des sociétés de consommation, et la consommation est interdite à quatre-vingts pour cent de l'humanité. L'ordre mondial dépend de l'application implacable des technologies de répression et d'oubli. Le masque de l'impunité, qui lui dissimule le visage, est tissé des fils de l'impuissance et de la résignation. Mais il y a une menace latente dans chacune des victimes de ce système qui combat les conséquences de ses propres actes. En pleine euphorie, à l'heure de célébrer l'anéantissement de ses adversaires, le système ne peut ignorer qu'il demeure condamné à engendrer interminablement ses propres ennemis...

Table des matières

Introduction	5
--------------	---

Première partie

LA RÉPRESSION-VENGEANCE: SEPTEMBRE-DÉCEMBRE 1973

Chapitre 1. LES RAFLES AVEUGLES	14
---------------------------------	----

LAJA: la haine du sergent Rodríguez
LONQUÉN: «Ils sont dans les fours!»
CHIHUIO: 17 corps mutilés
PAINE: l'impasse des veuves
CALAMA: la caravane de la mort

Deuxième partie

LA RÉPRESSION-TERREUR: 1974-1987

Chapitre 2. LE COMMANDO CONJOINT	28
----------------------------------	----

Chapitre 3. LA DINA: «EXTERMINER LES ENNEMIS DE LA PATRIE»	33
---	----

Les centres de torture
La mystérieuse Colonia Dignidad
«L'accident» du général Bonilla
La DINA à l'étranger ou les confessions de
l'agent Michael Townley:
- l'attentat contre Bernardo Leighton
- l'affaire Letelier
Le groupe Condor et l'opération Colombo

Chapitre 4. LA DICOMCAR: LE CAS DES TROIS ÉGORGÉS	54
--	----

Chapitre 5. L'ARMÉE: BRULÉS VIFS LE JOUR DE LA GRÈVE	82
---	----

Chapitre 6. LA CNI: LE MASSACRE DE CORPUS CHRISTI	97
La CNI remplace la DINA	
L'opération Albanie	

Troisième partie

DE L'ESPOIR AUX ILLUSIONS PERDUES: 1990 - 1993

Chapitre 7. L'ESPOIR: LA FIN DE LA DICTATURE	112
Le plébiscite du 5 octobre 1988	
1989: les premières élections en 20 ans	

Chapitre 8. LA PREMIÈRE DÉCEPTION: LA COMMISSION VERITÉ ET RÉCONCILIATION NE VA PAS JUSQU'AU BOUT	119
---	-----

Chapitre 9. LES ILLUSIONS PERDUES: LA DÉCOUVERTE DES CHARNIERS N'ENTRAÎNE PAS DE JUGEMENTS	124
Pisagua	
Chincolco	
L'Institut médico-légal	
Le Patio 29	

Chapitre 10. L'IMPUNITÉ EN DÉMOCRATIE: LE TORTIONNAIRE OSVALDO ROMO AMNISTIÉ ?	135
---	-----

Quatrième partie

LES GENS ET L'HISTOIRE

Chapitre 11. LES ORGANISATIONS DE DÉFENSE DES DROITS HUMAINS	150
Le Comité pro Paz	
Le Vicariat de la solidarité	
L'Association des familles de détenus-disparus (AFDD)	
La Fondation d'aide sociale des Eglises chrétiennes (FASIC)	

Le Comité de défense des droits du peuple (CODEPU)
D'autres encore ...

Chapitre 12. DES TORTIONNAIRES
ET DES VICTIMES 160

Le lieutenant Miguel Krassnoff
Alvaro Corbalán: grandeur et décadence d'un barbouze
Luz Arce et Alejandra «la Maigre»
Erika Hennings et Natalia Chanfreau
Luis Pinto, prisonnier politique en démocratie

Chapitre 13. LES JUGES ET LA JUSTICE
PENDANT LA DICTATURE 173

Cinquième partie
Y A-T-IL EU CRIMES
CONTRE L'HUMANITÉ AU CHILI ?

Chapitre 14. VIOLATIONS DES DROITS DE
L'HOMME PAR LA DICTATURE: LES FORMES
ET LE CONTENU 180

Chapitre 15. LES RESPONSABLES DU RÉGIME
ET LEURS HOMMES DE MAIN DOIVENT ÊTRE
JUGÉS POUR CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ 183

Chapitre 16. LE DÉCRET D'AMNISTIE
PINOCHÉTISTE DE 1978 189

Qu'est-ce qu'une amnistie?
Le début de l'impunité
La portée juridique du décret d'amnistie
Le droit à la mémoire

Conclusion par Sola Sierra, présidente de l'AFDD:
«L'IMPUNITÉ NE MÈNERA JAMAIS À LA
RÉCONCILIATION» 199

«PAROLES POUR OUBLIER L'OUBLI»
Un texte d'Eduardo Galeano 205

Annexes

I	Faits marquants de la dictature, 1973-1988	213
II	«Paroles pour le bronze»	224
III	Listes des agents des polices secrètes cités	226
IV	Organigrammes des services de la répression	228
V	Sigles cités	232

Bibliographie 233

Notes 235

L'IMPUNITÉ AU CHILI: 1973-1993

20 ans jour pour jour après le coup d'Etat, ce livre décrit les crimes perpétrés par le régime de Pinochet durant 17 ans... et leur impunité dans le Chili démocratique de 1993.

Pinochet et ses compagnons de route, militaires ou civils, responsables et agents des services de répression, doivent être jugés pour les crimes qu'ils ont commis ou commandités. Cependant, la raison d'Etat, une démarche de «réconciliation nationale» menée sans principe, une volonté de justice défaillante dans la classe politique, risquent de garantir leur impunité: les assassins sont toujours libres et prospères et Pinochet reste commandant en chef de l'armée de terre... tandis que des prisonniers politiques qui ont été arrêtés pour avoir lutté contre la dictature - et dont l'un d'eux témoigne dans ce livre - sont encore enfermés, 3 ans après le retour de la démocratie.

Si les tortionnaires chiliens ne sont pas condamnés, il y a peu de chance que soient jugés les autres criminels de guerre ou de lèse-humanité ailleurs dans le monde.

Conclusion de Sola Sierra, présidente de l'Association des familles des détenus-disparus (AFDD).

Avec en prolongement un texte d'Eduardo Galeano: *Paroles pour oublier l'oubli.*

28 FS 115 FF 675 FB

L'auteur:

D'origine belgo-irlandaise, Jac Forton est arrivé au Chili pour le compte d'une ONG humanitaire, suite au séisme de 1985. Ecoeuré par la brutalité de la dictature, impressionné par le climat de terreur et bouleversé par le courage des Chiliens et des Chiliennes qui luttent contre le régime militaire, il décide de rester et devient correspondant du mensuel Espaces latino-américains (Lyon) où, mois après mois, il décrit la résistance du peuple chilien.

«Mon livre n'est pas neutre» dit l'auteur, avec l'espoir que son travail servira à faire reculer l'impunité, cette maladie honteuse du «nouvel ordre mondial».

ISBN: 2-88053-017-2